

JEUNESSE OU ES-TU ? UN ÉTAT DES LIEUX AU GOÛT AMER

Ouiza Gallèze
Chercheure

*« Tout ce que vous faites pour moi, sans moi, vous le faites contre moi »
Le Mahatma Gandhi*

Résumé

*Le monde des jeunes est complexe. Parce que s'y intéresser ne relève pas d'une seule institution mais de plusieurs, le problème réel (**harraga**, échec scolaire...) reste souvent noyé entre concepts et structures officiels. Il serait pourtant plus simple de partir de ce qu'ils aiment tous (ensemble) pour parvenir à ce qui les fait **vibrer** : le sport, l'informatique, la rue, **les fringues**, la musique... Les associations aussi peuvent être un lieu d'accueil à condition qu'elles présentent des ouvertures et des objectifs communs. Comment faire de l'association –type 1990- un lieu de rencontre où le jeune se reconnaît, se retrouve, trouve ses repères ? Comment faire renaître chez le jeune le sentiment d'appartenance à l'espace (le pays/ le quartier), lui permettre de se réapproprier les valeurs (travail, respect), lui réapprendre l'amour (de soi, des autres, de l'environnement, de l'avenir) ? C'est le but ultime que devraient se fixer les associations dans le cadre d'un plan d'action du 21^{ème} siècle.*

INTRODUCTION : UNE SOCIÉTÉ MODERNE NE PEUT SE CONSTRUIRE AU DÉTRIMENT DE LA JEUNESSE

Comprendre les choses que nous tenons pour acquises telles que les besoins de nos propres enfants notamment adolescents, trouver les moyens d'en faire des acteurs opérationnels, tenter d'établir des liens

intergénérationnels, c'est réfléchir autrement les questions de société à commencer par remplacer le terme « problème des jeunes » par « l'énergie des jeunes ».

Quand je pense à la question de la jeunesse en Algérie, me revient tristement en mémoire la brillante préface que J. P. Sartre a réalisée pour l'ouvrage de Paul Nizan « l'intellectuel communiste ». Je dis triste parce que 40 ans plus tard, nous avons encore besoin d'une solution équivalente à la proposition sartrienne : « le meilleur moyen d'aider les jeunes c'est de leur céder la place ».

Les jeunes posent problème dans un pays où ils représentent 70% de la population, leurs voix ne se font pas entendre, leurs désirs ne sont pas pris en compte et l'avenir pour eux reste une énigme. Ils posent problème, ils ont des problèmes, ils sont eux-mêmes un problème.

Ces jeunes en détresse qui s'expriment par la « *harga* » quand ils peuvent se procurer un billet pour la mort, sinon par « *la génération des sans pitié* » qui déambulent dans les rues à la recherche d'un endroit sympa, humain et pas cher pour passer le temps après que la lumière naturelle se soit éteinte à l'horizon, ont leurs problèmes. La société civile peut s'avérer d'un apport inestimable pour leur « *solutionnement* ». En voici quelques exemples.



LA QUESTION DE L'EMPLOI ET LES JEUNES

La question de l'emploi est pour les jeunes le problème primordial, elle est la cause de tous les vices. Certes, une dizaine de dispositifs d'aide à l'emploi et à la création d'activités sont mis en place par les autorités pour aider les jeunes dans leur insertion professionnelle pour rechercher un emploi stable, créer leur propre entreprise ou s'épanouir dans une formation d'un secteur en vogue.

Seulement le jeune se perd dans la compréhension juste et ces systèmes gagneraient à être plus transparents, plus accessibles, plus humains et plus souples. L'ANEM par exemple, l'organisme où tout doit commencer, qui doit générer de l'emploi et constituer la principale banque de données de la question du chômage, est, depuis toujours, en restructuration. Elle reste dans l'incapacité de créer de la dynamique, trouver le lien entre les demandeurs d'emploi et les entreprises qui recrutent, comprendre les attentes des multinationales qui envahissent le marché du travail ; et n'est nullement avertie de ce qui est attendu d'elle pour prendre en charge des jeunes victimes d'un système scolaire en inadéquation totale avec les orientations économiques et le commerce mondial de l'heure pour optimiser leur mise à niveau par un accompagnement moderne.

Ainsi, si l'approche des structures de prise en charge se fait dans la douleur, il est pénible pour **le jeune** de continuer la quête. C'est en effet une vraie quête de vérité, parce qu'entre l'ANSEJ, l'ANGEM, la CNAC, l'ANDI, l'ANDPME, l'artisanat, le tourisme... comment se situer et trouver accès à ce qui convient au jeune ?

Ainsi, les dispositifs sont multiples, le rôle principal de l'association est :

- La création d'un lieu ressource qui encadre, oriente et accompagne le jeune dans ses choix, ses formations et la définition de ses savoirs et savoirs faire ;
- La construction d'une plate forme ou d'un relai pour faciliter les accès aux dispositifs et en garantir les résultats.

prendre en charge la trajectoire du projet professionnel des jeunes en personnalisant l'accompagnement pour distinguer, du début de la recherche à son aboutissement, le chemin suivi.



LA QUESTION DE L'HABITAT

Où cr cher quand on a un problème avec ses parents ?

Concerné plus que jamais par la lourdeur   gérer les questions qui exigent dynamique et dextérité, l'habitat est un problème. Non qu'il faille construire pour chaque jeune un logement social ou LSP, mais que chaque jeune-adulte puisse selon ses moyens se retirer quand il veut du cocon familial pour trouver un studio, une petite chambre (chambre de bonne) ou une colocation, c'est malheureusement un modèle que nos jeunes regardent avec envie dans les pays européens. Ceci montre réellement l'aspect traditionnel de notre société surprot g e par les pouvoirs publics qui ne mettent rien en œuvre pour bousculer les choses : situation de statut quo.

C'est aussi là le vrai sens du mot « liberté ».

Le modèle existe : les filles au pair, accompagnateurs de personnes âgées esseul es (dames de compagnie), les services contre hébergement dans des chambres indépendantes ou appartements voire en hôtel... sont répandus dans le monde entier. *L'association peut créer des passerelles entre le demandeur et divers hébergeurs en établissant la confiance et peut mettre en place une réglementation adéquate pour éviter les abus dans un sens comme dans l'autre.*

JEUNESSE ET BIEN-ÊTRE

De par le monde, **le jeune** est devenu un terme politique. Il change de sens en changeant de pays. Mais il est partout associé au mouvement, à la révolution, au changement, à la délinquance ou à la perturbation.

Si bien que la déclaration de groupe est : *Je ne veux pas être un jeune aujourd'hui.*

Le système de sécurité sociale pour la prise en charge des différentes situations de société (retraite, assurance maladie, chômage...) placent l'Algérie en tête des pays arabes dans les politiques solidaires. Soit, la sécurité sociale constitue, dans tous les pays, un outil privilégié de la politique sociale. La crise ou les difficultés de la transition d'un système à caractère social à un système d'économie de marché qu'a traversé le pays à l'instar de beaucoup d'autres, a montré combien le système de sécurité sociale contribue à l'équilibre et à la stabilité de la population.

Seulement voilà, le système de sécurité sociale ne prend pas en charge la détresse et la déchéance, du moins tant qu'elles ne sont pas déclarées comme maladies avérées.

Quand un jeune se sent mal, il n'y a pas de remède à cela. Surtout si tout le monde (les parents, l'école, la commune et l'État) s'entête à dire qu'« il a tout ; Je lui « fournit » ; Il mange, il dort, il ne manque de rien... ».

Il manque beaucoup de choses à un jeune de vingt ans qui a passé ses 10 premières années dans une terreur qui a cloisonné la population dans un territoire interdit au monde et les 10 années suivantes dans la crainte que cette terreur revienne avec une sensation d'étouffement géographique, couronnée par le spectre d'une crise mondiale que personne ne prend soin de lui expliquer.

Ce manque d'explication, il le vit au quotidien : « à qui s'adresser quand on se sent mal ? Quand on a un problème avec son prof ? Quand le courant ne passe plus avec son père ? Quand le dialogue bloque avec sa petite amie ? Quand les télévisions étrangères annoncent une terrible crise économique ? Quand le prix du pétrole chute ? Quand il y a un trou dans la couche d'ozone ? Quand des copains d'enfance le traitent de mauviette parce qu'il ne *sniffe* pas ou il ne crache pas aussi loin qu'eux ?

Et le désespoir grandit ! On le ressent dans le regard vide des jeunes qui ne comprennent pas comment on passe de l'adolescence à l'âge adulte.

Là, le rôle de l'association devient crucial : *se constituer en structures de suivi psychologique qui expliquent aux jeunes comment rationaliser un problème et le banaliser, où trouver la certitude que les choses seront belles après dissipation des nuages, lui expliquer comment passer de l'adolescence à l'âge adulte, lui expliquer comment à petite échelle il peut avoir un impact sur les questions de la pollution, de la couche d'ozone, de l'agenda 21... C'est quoi l'histoire de la fin du monde pour un monde qui n'a jamais connu de fin ?*

Le mal être et la déchéance sont des états de vulnérabilité contre lesquels il est possible de lutter si les associations s'en donnent les moyens. Or, aujourd'hui, le seul organe susceptible de donner des explications à un jeune est la mosquée -et ses dérivées- qui couvre les médias lourds, la rue, la famille, le conseil pédagogique, les (*nasa'ih dinia*) et la piété naïve et rigoureuse des parents.

NOUVELLES MESURES DU CODE DE LA ROUTE : EN QUOI LES JEUNES SONT-ILS COUPABLES ?

La route fait des milliers de mort. Le nombre ne cesse de s'alourdir. En désespoir de cause et ne sachant comment limiter les dégâts ou inverser la cadence, de nouvelles mesures punitives ont été mises en place. Même si le citoyen est le premier concerné, la communication autour de ces mesures n'a pas profité d'une large couverture. Je ne soulève pas ici la question du manque de communication, qui en soi pose problème. Ce qui m'interpelle est plutôt le rapport aux jeunes qui reste souvent méconnu et incompris.

En effet, le problème des accidents de la route a une grande part de vérité dans la détresse des jeunes. D'abord, il leur est automatiquement et grandement imputé. Ce qui n'est pas faux en partie. Le nombre de jeunes morts dans les accidents de la route ou qui en sont responsables est majoritaire, tout comme le sexe masculin l'emporte sur le féminin. Que les jeunes bravent tous les interdits surtout par la vitesse et le non respect de la réglementation est aussi une réalité visible au quotidien.

Ces arguments en soi nécessitent d'engager une enquête pour identifier les mesures à prendre et le dispositif adéquat.

Mais si l'on considère que la vitesse n'est pas une cause en soi, elle serait elle-même une conséquence, alors on s'interroge : quelle est la cause profonde qui pousse un jeune au volant d'une voiture dont rêveraient tous ses semblables à s'exprimer par la vitesse, par la mort et la mort des autres ? Quel est ce démon qui lui fait rejeter la vie ?

Nous sommes obligés de changer de référent et de regarder la chose autrement : c'est plutôt un moment de détresse profonde où toutes ces allégations de vouloir partir ou mourir, ces affirmations de ne pas tenir à la vie, ce désir suicidaire voilé par la crainte d'une foi trop fragile pour se donner le courage de vivre, prennent un sens de vérité dramatique. C'est l'expression d'un *vide culturel, psychologique et social* qui le pousse vers la volonté de ne pas être plutôt que de faire face à une vie sans objectif, sans rêve et où il se sent inutile : pas de place, pas d'avenir, pas d'appui, pas d'écoute nulle part ; une vie où le jeune est de trop. Ainsi, la vie, c'est si peu de chose, même si on n'en a qu'une, on préfère s'en passer ou s'en débarrasser.

Cette déchéance donne envie de mourir et d'entraîner dans son sillage tous ceux qui nous entravent.

Là aussi, les associations ont un rôle prépondérant : elle peuvent apporter de l'espoir, donner du sens à la vie, créer des causes, consolider le lien social et favoriser le respect de l'autre...

Mais pour cela, il faut maîtriser les fondements de la psychologie et créer un lobby qui à terme peut avoir le pouvoir de changer les choses même au niveau politique.

Il faut dire que même au niveau mondial, les choses ne vont pas mieux ! *On vit une époque où tous les problèmes sont imputés aux jeunes* : le non respect de l'environnement, les accidents de voitures, le non respect du voisinage, le tapage nocturne et même l'intégrisme et le terrorisme. *Des jeunes, auteurs de tous les maux*. Ne seraient-ils pas aussi responsables des catastrophes naturelles et du problème de la couche d'ozone ?

LE PROBLÈME : C'EST QUOI ?

Interrogeons l'histoire sur la question de la jeunesse : dans des temps pas très anciens (surtout pour les familles les plus modestes - les parents s'en souviennent encore), l'enfant suivait automatiquement le modèle de son père. Il l'accompagnait très jeune à son travail, prenait exemple sur lui et apprenait son métier. Ainsi le fils du bûcheron avait de fortes chances d'être bûcheron et le fils du médecin de fortes chances d'être médecin, et ainsi va la vie. La famille dans son ancien modèle regroupait tous les adultes (tantes, oncles, grands parents et même les bons voisins) autour des enfants pour les entourer d'une éducation qui permet une évolution naturelle, sans obligation mais sans autre alternative : les règles du respect, le bon voisinage, les règles sociales, le devoir religieux, l'amour du prochain, la protection de l'environnement et même l'amour de la patrie...

Puis vint l'indépendance ; et la démocratisation de l'enseignement permit à tous les enfants d'aller à l'école et d'acquérir un savoir. Ce qui est très bien si l'on considère l'évolution du discours sur « l'égalité des chances ».

Seulement, au fil du temps, - et ceci est valable dans tout le monde moderne - pendant que la famille rétrécie sort peu à peu du devoir de transmission des règles élémentaires de la vie, l'école prend de plus en plus de place dans l'éducation de l'enfant. Mais elle n'est pas pour autant capable de remplir le vide laissé par la famille traditionnelle. L'école, dans les cas les plus optimistes, représente la transmission d'un savoir pour s'assurer un avenir professionnel et si possible être parmi les meilleurs en la matière ; mais au pire, elle risque de se transformer en simple lieu de gardiennage avec une transmission d'un savoir minimum et purement technique.

Ce malaise n'est pas propre à l'Algérie, le monde peine à trouver un équilibre « tradition / modernité ». Et même en cas d'effort maximum fourni, les choses ont changé : ce que transmettait la famille traditionnelle n'est pas conforme à ce que l'école doit dispenser. En plus la famille démissionnaire n'a pas de modèle de remplacement qui réponde aux exigences du jour. Et enfin, sans passer par un jugement de valeur sévère, il faut reconnaître

que l'école algérienne est loin de répondre aux exigences du 21^{ème} siècle en matière de relations sociales.

Ajoutons à cela les multiples crises tant culturelles et éducatives que politiques voire spirituelles qui ont ravagé le pays avec un impact direct sur le système éducatif. Nous avons en conséquence un enfant hybride qui confond son histoire et ses traditions, se méprend sur ce qui est licite et ce qui est interdit, mélange l'état de Dieu et l'état des hommes... et finit par tout rejeter en bloc y compris l'école qui a fait de lui un automate, symbole d'une République à laquelle il ne s'identifie point et qu'il lui faut encore rejeter. Il rejette aussi l'image du père qu'il n'a pas appris à connaître et qui ne représente plus son idéal adulte. Ajoutons à cela un système de valeur qui stigmatise la place de l'école, ne dit rien des valeurs familiales ancestrales et ne met pas en exergue la richesse immatérielle de la famille et de la société, dans une société de consommation de plus en plus exigeante, basée sur le pouvoir de l'argent et ce qui en découle. C'est donc facile de tout rejeter, d'avoir *la rage*, d'être "vénéré" et de rêver de *frimer dans un 4x4 sur les grands boulevards*.

Le rôle de l'association est complexe et délicat, à savoir se substituer à deux structures cultes que nul ne peut remettre en cause :

- La famille, en s'informant des besoins de la vie moderne sans perdre de vue les fondements, et prenant en compte que l'enfant n'est pas l'image du père mais ne doit pas pour autant lui être opposé.
- L'école qui ne répond pas aux questionnements multiples de l'enfant et n'arrive pas à moderniser ses méthodes d'approche, manque d'outils modernes et n'a pas mis à niveau ses enseignants et ses enseignements.

Mais le travail de l'association ne s'arrête pas là. C'est à toute la société qu'elle doit se substituer pour reconstruire l'homme de demain, l'homme moderne, l'homme responsable, dans une cité à laquelle il appartient et qu'il s'approprie avec fierté. Elle doit travailler avec tous les individus présents, les générations futures, la nature et les autres êtres vivants en menant de front plusieurs actions :

LES ACTIONS A MENER

- Travailler sur l'émergence du sentiment d'appartenance et de participation,
- Travailler sur l'attractivité du territoire,
- Privilégier le travail de groupe,
- Prendre en compte le travail de proximité,
- Favoriser la création de richesses au niveau local,
- Favoriser la veille sociale et économique,
- Aider à optimiser la cohésion sociale dans un esprit de solidarité,
- Respecter l'environnement et les ressources naturelles,
- Lutter tous ensemble pour une meilleure qualité de la vie.

Une étude canadienne dit que pour un canadien « *la qualité de vie* » dépend en grande partie de l'air pur, de l'eau propre et de la protection contre les effets des phénomènes météorologiques violents et des catastrophes naturelles. L'économie, elle, dépend des ressources naturelles telles que la foresterie, l'agriculture, l'exploitation minière, l'énergie et les pêches. Il est important d'utiliser les ressources naturelles de manière à ne pas nuire à la qualité de vie ou à la santé, tant aujourd'hui qu'à l'avenir.

Le problème est qu'on a oublié à quoi ressemble la grande famille où le chef de tribu donne le ton de la tradition mais on n'a pas appris à faire société dans la modernité ; on a oublié le village qui nous occupait et faisait notre fierté mais on n'a pas appris à aimer son quartier, le garder propre et le défendre ; on a oublié l'obligation naturelle de ce qu'il y a lieu de faire mais on n'a pas appris à respecter la loi, la citoyenneté, l'environnement.

QUELS MODES D'EXPRESSION POUR LES JEUNES ?

J'ai connu un pays où le tag était un délit. 20 ans plus tard, une méga-exposition est organisée dans un des lieux publics les plus hautement considérés pour que les jeunes puissent s'exprimer et pour que les différents

modèles de tags soient connus par le public. Avec ça, un concours est organisé où le public lui-même devra choisir le meilleur tagueur.



Quel est en ce jour le mode d'expression des jeunes en Algérie ? Quel est leur loisir et leur passe temps ? Quelle est leur raison d'être ? Pour quoi voudraient-ils lutter et se sacrifier ? Dans les écoles, les programmes ne laissent pas de répit, les maisons de jeunes n'ont pas les moyens et de toute façon fonctionnent au rythme de l'école, les maisons de la culture sont moins nombreuses et vivent les mêmes contraintes ; et les théâtres, les salles de cinéma, les bibliothèques, les cafés-débats... répondent-ils vraiment à leurs attentes ? Si oui, ils feraient le plein tous les jours.

C'est dans les réponses à ces questions que se situe la solution au problème posé par les jeunes.

Un jeune ! C'est une énergie déferlante. Soit elle est canalisée et on en fait une force, un allié, soit elle est laissée pour compte, elle se déversera comme un volcan qui détruit tout sur son passage.

L'IMPASSE : COMMENT EN SORTIR ?

La médiatisation, la communication, le pouvoir de convaincre c'est exister

Tout est piste pour réfléchir autrement la jeunesse. *Les jeunes c'est nous, c'est vous ; vus demain et vus autrement.* Les médias doivent en faire un crédo, parce qu'en l'absence de structures scolaires, universitaires et culturelles pour jouer au psychologue au lieu d'être seulement des

techniciens de maths- physique- chimie, seuls les médias peuvent renouer avec les jeunes, leur redonner confiance, leur dire qu'ils sont l'avenir, que leurs aînés ont besoin d'eux pour transmettre le lien de la confiance et de l'amour aux générations futures.

A la famille démissionnaire, il faudrait déjà ré-enseigner aux parents comment communiquer avec leurs enfants, or -urgence signalée- tout apprentissage prend du temps, il est question de solution immédiate. La société civile reste un relais formidable pour s'occuper des êtres trop fragiles et trop faibles pour constituer une force de frappe, un canalisateur des énergies, un « orientateur » pour redonner de la considération aux jeunes face aux pouvoirs publics.

Communiquer exige des soubassements et des conditions élémentaires d'organisation : des espaces de communication neutres, acceptés et appréciés des deux côtés (le deuxième coté est encore à définir), une écoute réciproque et surtout la capacité à parler le même langage, être sur la même longueur d'onde et regarder dans la même direction.

L'autre côté (à définir), c'est le démembrement local de l'État souverain représenté par les collectivités locales. En clair, il faut que les représentants communaux (présidents d'APC et autres élus) soient conscients que leur emmurement au sein du bâtiment municipal, sans faire appel à 70% de leurs propres électeurs pour discuter sur ce qu'il y a lieu de faire ensemble, pose problème à la jeunesse.

CONCLUSION

Enfin, l'incontournable rôle de médiateur et d'interface que peut jouer l'association pour servir de passerelle entre les populations notamment les jeunes et les autorités notamment locales pour favoriser l'échange, l'acceptation de l'autre et la volonté de construire ensemble la société de demain, peut se résumer en « **association intermédiaire d'insertion professionnelle et sociale** ».